

ALI BENMOHAMED

sur notre «nakba»

Jamais ils n'assistaient à la séance de calcul. Leurs inspections ne portaient que sur la séance d'arabe (lecture, grammaire, conjugaison, récitation), l'histoire et l'éducation islamique. Leurs élèves de l'époque sont devenus maintenant des enseignants. Imaginez leur déficit. Vous voyez monsieur le ministre, l'urgence n'est pas dans des accusations de façade et sans aucun impact positif pour la langue arabe, son enseignement et sa promotion. L'urgence est dans la réflexion collective pour amorcer un virage qualitatif dans la gestion pédagogique de nos écoles. Vous savez bien que jamais un pays arabe n'a donné un statut scolaire aussi important à la langue d'enseignement (l'arabe). Ainsi, en Algérie le volume horaire hebdomadaire attribué à l'arabe est excessivement élevé par rapport aux normes universelles admises. Il est arrivé jusqu'à avoisiner les 70% du temps scolaire global avec toutes les disciplines, arabe compris. Enorme ! Et énormes conséquences : ce sont les autres disciplines qui en subissent le contrecoup. C'est là un excès de zèle pédagogique sur fond de zèle idéologique et qui défie les lois des apprentissages scolaires de base. Les pédagogues officiels du ministère pensent que diminuer le volume horaire et l'aligner sur les normes universelles signifierait que l'on veuille amoindrir cette langue. Ineptie ! Que dire des méthodes d'enseignement de cette langue ou de ses manuels insipides et hypertrophiés ? Nous sommes encore au Moyen-âge de la pédagogie : le parcourisme, le bachotage. En plus de servir de support à l'expression et à la communication, une langue est aussi un outil pour développer, construire et organiser la pen-

sée, réfléchir, raisonner, créer, faire preuve d'esprit scientifique, en «doutant de ce qui est certain». Et cela commence dès le préscolaire et le primaire. Et nos enseignants avec leur dévouement et leur disponibilité à se perfectionner s'échinent dans un désert de culture pédagogique sans ouverture formatrice sur l'histoire de la pédagogie et de la psychologie

Monsieur le ministre, tout système éducatif repose sur des principes quasi intangibles dont celui de l'égalité et de l'équité. Est-il admissible pour les «défenseurs» (sic !) de la langue arabe de se taire face à l'exclusion des enfants des classes populaires, de l'accès à la langue française et ce, dès le préscolaire ? Faut-il se croiser les bras devant cet état de fait qui leur est réservé ?

universelles et leurs progrès. Monsieur le ministre, tout système éducatif repose sur des principes quasi intangibles dont celui de l'égalité et de l'équité. Est-il admissible pour les «défenseurs» (sic !) de la langue arabe de se taire face à l'exclusion des enfants des classes populaires, de l'accès à la langue française et ce, dès le préscolaire ? Faut-il se croiser les bras devant cet état de fait qui leur est réservé ? Ces «défenseurs» (sic !) de la langue arabe savent bien que ces enfants ne peuvent pas bénéficier de l'enseignement universitaire dont ils rêvent, celui des filières enseignées dans cette langue (le français). En réalité, leur silence est synonyme de complicité avec cet apartheid scolaire et universitaire qu'ils ont eux-même programmé et entretiennent depuis plus de trente ans. Leurs enfants

n'appartiennent pas à cette catégorie d'exclus. Ils n'ont rien à voir avec ces victimes expiatoires du non respect du principe d'égalité et d'équité, puisque la langue française, ils la maîtrisent dès le préscolaire dans des écoles privées. En conclusion à ma missive et en phase avec la citation en exergue de l'article, je vous formule cette demande d'un serviteur de l'édu-

table dans le système éducatif en l'abordant, non pas du point de vue sentimental ou chauvin, mais sous le seul angle de l'efficacité pédagogique et des exigences scientifiques du III^e millénaire. Ainsi, l'Algérien de demain aura une parfaite maîtrise et de l'arabe et du français et bien sûr – et pourquoi pas de tamazight sans oublier d'autres langues. Cette noble mission est possible, la partie est jouable, nous avons les moyens humains (mais jusqu'à quand ?), matériels et les ressorts psychologiques pour la mener à bon port, l'espace d'une promotion scolaire.

Le jeune Algérien qui aura 18 ans en 2026 (il est en 1^{re} année du primaire) n'aura rien à envier à ses pairs des Etats-Unis, de France ou de Chine. Mais faudrait-il encore que les politiques acceptent ce passionnant challenge. Le bon peuple, lui, est partant d'emblée – c'est là son rêve le plus cher. Je vous invite, humblement, monsieur le ministre, à dire à tous ceux qui se braquent sur la langue française, de s'informer sur la manière dont le Liban et surtout les Emirats arabes unis ont réglé la problématique de la langue d'enseignement.

Leur Parlement et leurs gouvernants ont pris à la lettre, par décision politique, les recommandations des spécialistes en sciences de l'éducation. Qu'est ce qui empêcherait l'Algérie d'en faire autant ? Et dire que nous étions (et nous le sommes encore) les mieux lotis sur le plan de la richesse linguistique. Veuillez recevoir, monsieur le ministre, mes salutations distinguées et mon profond respect.

A. T.